Michel Pinçon
Monique Pinçon-Charlot

Tentative d'évasion fiscale

Zones

978-2-35522-083-8

En librairie le 10 septembre 2015

Même un ministre du Budget peut frauder le fisc ! Comment est-ce possible ? Deux sociologues ont décidé d'aller voir par eux-mêmes comment l'on extrade aujourd'hui les petites, mais surtout les grandes fortunes. Suisse, Luxembourg, paradis fiscaux, sociétés écrans, montages financiers, cette enquête de terrain, ludique et argumentée, permet de comprendre les rouages de l'évasion fiscale et ses enjeux politiques. En effet, la clé du coffre est sans doute cachée du côté de Bercy...

Michel Pinçon et **Monique Pinçon-Charlot**, sociologues, anciens directeurs de recherche au CNRS, ont notamment publié *Le Président des riches. Enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy* (2010) et *La Violence des riches. Chronique d'une immense casse sociale* (2013).

Entretien avec Michel Pinçon et Monique
Pinçon-Charlot

Après vous être attaqués aux riches, à leur « président » et à leur « violence », vous dénoncez maintenant leurs tentatives d'évasion fiscale. Qui sont, aujourd'hui, ces évadés fiscaux ?

Les évadés fiscaux, les gens qui fraudent ou, comme ils préfèrent eux-mêmes le dire, qui « optimisent » en se jouant des failles des fiscalités nationales et internationales, sont par définition des gens riches. Le revenu médian en France est de 1 600 euros, ce qui signifie que 50 % des salariés gagnent moins de 1 600 euros par mois. Avec un pouvoir d'achat de ce niveau, il n'y a pas moyen de frauder massivement le fisc. Dans notre livre, nous nous intéressons donc à des gens riches qui peuvent aller du dentiste de Grenoble jusqu'aux très grandes fortunes françaises et internationales.

Pourquoi avez-vous eu le désir de mettre en lumière la fraude fiscale des grandes fortunes ?

L'évasion fiscale est au cœur des graves conséquences qui s'imposent au peuple de France, aux peuples européens, voire aux peuples du monde entier. Aujourd'hui, les plus riches ne

veulent plus contribuer à la solidarité nationale par l'intermédiaire de l'impôt. Or celui-ci permet la redistribution d'une partie de leur fortune au bénéfice des classes moyennes et populaires, au travers des services publics liés à l'éducation, à la santé, aux routes, aux transports, etc. Par ce refus de participer au bien commun, les plus riches tentent de détruire un des derniers réseaux de solidarité, et d'en finir ainsi avec les États-nations.

Première conséquence de ce refus : l'affaiblissement des services publics. C'est une difficulté de plus pour les travailleurs les plus modestes. Deuxième conséquence : l'évasion fiscale fait monter la part de la TVA dans les recettes fiscales, or c'est une taxe injuste puisque tout le monde la paye. Que vous soyez smicard ou même sans domicile fixe, pour la moindre baguette que vous achetez, vous payez cette TVA. Elle représente aujourd'hui pratiquement le double de l'impôt sur le revenu dans les recettes de l'État, ce qui est absolument incroyable. Enfin, troisième conséquence du fait que les riches ne payent plus d'impôts : la dette publique a augmenté de manière considérable. C'est ainsi que, chaque année, la France emprunte 50 milliards d'euros couvrant à peine les intérêts des prêts précédemment contractés pour rembourser la dette, la laissant s'alourdir chaque fois un peu plus. Et cet argent dépensé correspond pratiquement au total de l'impôt sur le revenu, payé en grande partie par les classes moyennes et populaires. Ces emprunts d'État sont réalisés sur les marchés financiers, composés de ces mêmes évadés fiscaux

qui, en définitive, bénéficient du remboursement de la dette qu'ils ont contribué à creuser.

Tout cela est possible parce que, au sein de l'Union européenne néo-libérale, les puissants se sont mis d'accord, *via* les traités européens, pour interdire aux banques — la Banque centrale européenne et la Banque de France — de prêter aux États. C'est donc une mécanique machiavélique... Les États sont obligés, pour rembourser la dette nourrie par leur évasion fiscale, d'aller emprunter à des taux très élevés sur les marchés financiers, alors que les banques prêtent à ces créanciers à des taux très bas. On nous berce avec un joli conte de fées selon lequel il faudrait rembourser une dette qui, en réalité, n'a pas vocation à l'être.

Avec la fable du remboursement de dettes non remboursables, c'est la soumission des peuples qui est à l'horizon. Soumission qui procède de leur culpabilisation constante et de leur incessante stigmatisation par les médias dominants. Les peuples seraient responsables de la crise parce qu'ils prennent trop de médicaments, parce que leurs salaires sont trop élevés et ils devraient, à ce titre, payer la dette. Notre livre dévoile un projet qui s'inscrit dans une guerre de classes menée par les plus riches contre les classes moyennes et les classes populaires, dans le but d'accroître leur liberté de prédation du travail et des ressources naturelles à leur seul profit.

Comment les évadés font-ils pour extradier leurs fortunes en échappant aux contrôles

fiscaux ? Ces contrôles sont-ils inexistant, ou rendus inopérants par des complices ?

L'évasion fiscale est assez simple à organiser puisqu'il suffit de payer des avocats fiscalistes et des conseillers au sein de sociétés fiduciaires pour monter une société écran, par exemple *via* la Suisse ou le Luxembourg. Il ne s'agit plus d'un compte personnel, parce qu'il existe maintenant l'échange automatique d'informations sur les comptes. Si je vais demain ouvrir un compte en Suisse à mon nom, Bercy est prévenu dès le lendemain. HSBC Private Bank, qui, grâce à Hervé Falciani, a les honneurs de la presse du monde entier, propose ce genre de services beaucoup plus compliqués, qui répondent au nom de *trust* ou de « sociétés écran » et qui dissocient l'argent évadé de leurs propriétaires. C'est un système de poupées gigognes avec des prête-noms qui peuvent être, par exemple, ceux des employés de la banque ou encore de Panaméens qui louent leur patronyme pour masquer le vrai propriétaire. Malheureusement, certaines lois qui vont dans le bon sens, comme la levée du secret bancaire par l'échange automatique d'informations, peuvent paradoxalement contribuer à aggraver et opacifier la fraude fiscale.

Comment êtes-vous parvenus à recueillir des informations sur ce sujet aussi « protégé » ?

Comme chercheurs, nous avons un peu toujours la même méthode de travail. Nous nous représentons toujours le livre en cours comme un puzzle qu'il faut parvenir à reconstruire à peu

près, si c'est possible. Pour cela, nous utilisons des méthodes diverses et variées, des études statistiques ou quantité de lectures sur la fiscalité. Par ailleurs, l'évasion fiscale occupe en ce moment le devant de l'actualité, de sorte qu'en lisant des journaux quotidiens comme *Le Monde* ou *Les Échos*, on arrive à obtenir beaucoup d'informations. Ensuite, nous avons réalisé des entretiens ainsi que beaucoup d'observations sur place. Nous avons essayé d'écrire un livre très narratif.

Dès le départ, nous nous mettons en scène, puisque nous partons en Suisse pour ouvrir un compte. Ce n'est pas pour faire les malins, mais plutôt pour rendre ces questions accessibles aux lecteurs qui peuvent être rebutés par l'opacité du sujet. Autour de la fiscalité, tout est généralement fait pour qu'on n'y comprenne rien. Cette écriture plus littéraire, qui évoque les polars, permet aussi de mettre un peu de chair, de l'impertinence et de l'humour dans le récit. Cela permet d'adoucir la violence de nos analyses, car elles sont profondément désenchantées. Le lecteur nous suit dans les endroits où nous avons enquêté, dans un esprit de transparence et de partage. Au fond, nous démontrons que les paradis fiscaux sont des boucs émissaires livrés en pâture au peuple pour masquer l'existence d'une classe sociale très organisée, traversant tout le spectre du monde de l'économie, de la politique et de l'État français. Cette classe s'étend aussi au monde médiatique, ainsi qu'à celui de l'art. Le marché de l'art est un des marchés les plus dérégulés, dont les processus

d'évasion fiscale sont très importants. À ce sujet, nous emmenons nos lecteurs visiter le port-franc de Genève, puis celui du Luxembourg, qui vient d'ouvrir. C'est là que sont stockées près d'un million d'œuvres, hors douanes et hors TVA, dans des sortes de conteneurs de luxe. Grâce à ces « promenades » sociologiques, les lecteurs mémorisent d'autant mieux: « Pourquoi ont-ils besoin d'enfermer des Picasso, des Poliakoff dans des conteneurs de luxe hautement sécurisés alors que ces belles œuvres pourraient être accrochées dans nos musées ? » Il s'agit évidemment, en partie, de spéculation.

Selon vous, que faudrait-il faire pour endiguer l'évasion ?

C'est la bonne et la mauvaise question. À partir des réponses précédentes, vous avez compris que nous ne faisons pas de propositions concrètes. Ce qu'il faudrait, c'est changer de système économique de manière irréversible et révolutionnaire — ce qui ne veut pas du tout dire par la violence physique. Au contraire, nous montrons que la violence est du côté des riches, pas de la nôtre. En plus de l'évasion fiscale, les riches spéculent sur le réchauffement climatique. Des banques ont créé des produits dérivés pour absolument toutes les ressources naturelles de la planète. La moindre plante médicinale du fin fond de l'Inde est marchandisée et elle peut être source de dividendes au profit de la classe dominante. Au fond, l'originalité de notre travail, c'est qu'il montre le fonctionnement d'une classe sociale qui mène l'humanité et la planète à

leur perte. L'angle d'attaque que nous avons choisi, c'est l'évasion fiscale mais, à partir de ça, nous suggérons des liens avec les autres formes de violence et de délinquance des dominants. Effectivement, ce livre est plutôt désenchanté, mais on ne peut pas nous demander, comme on nous le demande souvent, très gentiment, de redonner un peu d'espoir. Il existe des lanceurs d'alerte, et nous, nous vivons comme des lanceurs de conscience. Il est impossible de faire un constat aussi sévère et brutal, puis de proposer des réformettes qui pourraient opacifier un peu plus la fraude fiscale. Parce que le capitalisme a cette capacité de toujours rebondir en intégrant la critique sociale. Il faut donc bien regarder les réalités en face.

Entretien réalisé en avril 2015